

ARRETE N° 2026_04_06

Subdélégation de signature à M. Jean-François LAPORTE, Septième Adjoint

Le Maire de la commune de SORGUES,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2122-18, L2122-20, L2122-22 et L2122-23

Vu la délibération n° DEL_2026_15 en date du 22 mars 2026 portant élection du Maire,

Vu la délibération n° DEL_2026_17 en date du 22 mars 2026 installant M. Jean-François LAPORTE en qualité de Septième Adjoint,

Vu l'arrêté n° 2026_03_25 en date du 31 mars 2026 portant délégation de fonction et de signature à M. Jean-François LAPORTE dans les matières suivantes : URBANISME – FONCIER - SECURITE CIVILE - RISQUES MAJEURS

Vu la délibération n° DEL_2026_20 du 02 avril 2026, portant délégation d'attribution du Conseil municipal au Maire et autorisant le Maire à subdéléguer à un Adjoint ou un Conseiller municipal sa signature des décisions prises dans le cadre de cette délégation,

Considérant qu'il y a lieu de fournir à l'administration un bon fonctionnement,

ARRETE

Article 1: Au titre des articles L2122-22 et L2122-23 du CGCT, subdélégation de signature est donnée à M. Jean-François LAPORTE dans les matières suivantes :

1/ Prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

2/ Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

3/ Fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics ;

4/ Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

5/ Donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

6/ Signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances

rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

7/ Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

8/ Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

9/ Exercer, au nom de la commune, à hauteur de 1,5 millions d'euros par bien préempté, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues aux articles L. 211-2 à L. 211-2-3 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code ;

10/ Exercer en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans la limite de 800 000 €uros par bien préempté, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ;

11/ Exercer au nom de la commune et dans la limite de 150 000 € par bien cédé, le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ;

12/ Procéder, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux

Cette signature devra être précédée de la formule indicative suivante « Par subdélégation du Maire ».

Article 2: En cas d'absence ou d'empêchement du Maire, les décisions concernant les matières énumérées à l'article 1 seront prises par un adjoint, dans l'ordre des nominations et à défaut d'adjoint, par un conseiller municipal pris dans l'ordre du tableau. Elles seront signées par M. Jean-François LAPORTE.

Dans cette hypothèse, la signature des actes correspondants devra être précédée de la formule indicative suivante « Le Maire absent » ou « Le Maire empêché ».

Article 3: En l'absence de M. Jean-François LAPORTE, les décisions concernant les matières énumérées à l'article 1 seront signées par ordre de priorité par :

- S. PUIG
- F. KOENIG

Dans cette hypothèse, la signature des actes correspondants devra être précédée de la formule indicative suivante « L'adjoint subdélégué absent » ou « l'adjoint subdélégué empêché ».

Article 4: Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet, publié sur le site de la Ville et notifié à l'intéressé. Ampliation sera transmise au Comptable public ainsi qu'à Monsieur Stéphane PUIG et Monsieur François KOENIG.

Article 5: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de NIMES dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services et le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sorgues, le 03/04/26

Le Maire

Thierry LAGNEAU

Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la réception en Préfecture le
De la notification le et de la publication le
Pour le Maire et par délégation,
Le Directeur Général des Services
Olivier ORSONI